

■ Dr Jean-Christophe Nogrette (MG France) : « Si on continue de fragiliser la Sécu, il y aura des morts »

PAR LÉO JUANOLE - PUBLIÉ LE 08/10/2025

0 RÉACTIONS COMMENTER



Article réservé aux abonnés

Préoccupé par la situation de chaos politique, le Dr Jean-Christophe Nogrette, secrétaire adjoint de MG France, juge cette incertitude « terrible et délétère » pour l'ensemble du système de santé. Dans nos colonnes, le généraliste de Feytiat (Haute-Vienne) met en garde l'exécutif contre des choix budgétaires qui pourraient avoir des conséquences gravissimes.

LE QUOTIDIEN : En tant que généraliste et responsable syndical, comment appréciez-vous la [séquence politique](#) actuelle ?

JEAN-CHRISTOPHE NOGRETTE : La situation est extrêmement inquiétante. La date d'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, ainsi que ses débats et son vote, sont très incertains. Or, ce texte est essentiel pour le fonctionnement du système de santé. Nous finirons bien par avoir un budget, mais quand et à quel prix ? Les mécanismes légaux qui permettent, en cas d'absence de vote, de reconduire le budget de l'an passé [loi spéciale, NDLR], ne sont pas du tout satisfaisants.

Cette incertitude terrible est délétère pour l'ensemble du secteur de la santé et, en premier lieu, pour les Français. Si on continue de réduire ou de fragiliser le budget de la Sécu, il y aura des morts. On a déjà vu, ces dernières années, des personnes qui décèdent sur des brancards, dans des services hospitaliers. C'est lié au manque de moyens accordés à l'hôpital pour assurer ses fonctions.

En ville, la désertification médicale compromet déjà l'accès aux soins dans beaucoup de territoires et, par extension, la prise en charge de maladies, qui évoluent, avec des conséquences terribles. Retarder des mesures essentielles et ne pas donner de moyens au système de soins entraîne des souffrances et des morts qu'on aurait pu éviter.

Les derniers gouvernements ont surtout insisté sur [les économies](#) à trouver pour réduire le déficit abyssal de l'Assurance-maladie. N'est-ce pas indispensable ?

Dans le débat public, on insiste toujours, lorsqu'on aborde le budget de la Sécurité sociale, sur son versant « dépenses », mais j'estime que le déficit est à regarder principalement du côté de ses recettes. On peut et on doit s'interroger sur comment les augmenter ! Actuellement, elles sont assises sur les cotisations sociales et la CSG. Or, toute une partie du fonctionnement de l'économie cotise très peu, alors qu'elle fait des marges de profit énormes. Ainsi, augmenter les cotisations sur le capital, pour que tout le monde cotise à la mesure de ses possibilités pour être pris en charge à hauteur de ses besoins, c'est la base de la solidarité.

Identifiez-vous d'autres pistes de recettes ?

Il est absurde que certains produits, que l'on sait néfastes pour la santé, ne soient pas davantage taxés. Certes, il existe un début de taxe supplémentaire sur l'alcool, mais pourquoi pas avoir le même système sur les produits trop gras, trop salés, [trop sucrés](#), lesquels favorisent diabète et maladies cardiovasculaires ? Le [Nutri-score](#) est un outil très intéressant, mais il faut aller beaucoup plus loin dans les taxes comportementales.

“ **Supprimer l'AME et laisser des immigrés en situation irrégulière crever comme des chiens dans leur coin ? C'est absurde !** ”

Quid des mesures de « responsabilisation » dans les tuyaux, concernant les patients, comme [l'augmentation des franchises médicales](#). Elles vous hérissent le poil ?

C'est un discours facile que de dire : « *Les patients consomment le soin sans trop savoir pourquoi et n'importe comment, de façon injustifiée.* » Je ne connais personne qui avale des comprimés pour s'amuser ou qui va chez le médecin par plaisir. Les patients sont malades parce que ça leur tombe dessus ! N'en déplaise à Molière, nous ne voyons pas de malades imaginaires dans nos cabinets. Je ne comprends pas à quel étage se situerait la responsabilisation des patients. Les citoyens payent déjà pour leur protection sociale, y compris les retraités avec la CSG. Que veut-on responsabiliser de plus ?

Dans la même veine, certains appellent à supprimer l'aide médicale d'État et, donc, à laisser des immigrés en situation irrégulière crever comme des chiens dans leur coin. C'est absurde ! Nous ne pouvons pas construire une société ainsi. Là-dessus, je me sens complètement en décalage avec certains politiques.



Crédit photo : ISA HARSIN/SIPA

Vous êtes très critique envers le personnel politique actuel...

La politique est une noble tâche. Mais force est de constater que les conséquences des décisions politiques sont négatives depuis le choix de brider les moyens de l'Assurance-maladie en instituant un objectif annuel de dépenses santé [l'Ondam] via les ordonnances Juppé. Peut-être dépensait-on mal ou trop, mais en tout cas les Français n'exprimaient pas un tel déficit d'accès aux soins.

Or, j'observe aujourd'hui des difficultés d'accès à l'ensemble de la filière de soins et une qualité des soins incertaine un peu partout, dans un système où la confiance n'existe plus. En outre, les politiques de freinage des dépenses n'ont pas fonctionné, puisque les déficits s'accumulent !

Partons des besoins et trouvons des stratégies pour les financer. Un système qui s'organise sur la téléconsultation ou les centres de soins non programmés n'est pas adapté au suivi des pathologies chroniques, dans notre pays vieillissant, où les besoins de soins sont considérables.

Propos recueillis par Léo Juanole

0 RÉACTIONS **COMMENTER**    

[MGFrance](#)

[Sécurité Sociale-Comptes-PLFSS](#)

[Gouvernement](#)

[Premier Ministre](#)

[Assurance Maladie-Dépenses De Santé](#)

Source : lequotidiendumedecin.fr

0 commentaire(s)

 Trier ▾

 Commenter

Soyez le premier à réagir !